



Bruxelles, le 30 juin 2023
(OR. en)

11156/23

ECOFIN 680
UEM 214
SOC 505
EMPL 356
COMPET 700
ENV 779
EDUC 292
RECH 324
ENER 415
JAI 927
GENDER 156
ANTIDISCRIM 150
JEUN 194
SAN 431

NOTE

Origine:	Secrétariat général du Conseil
Destinataire:	Comité des représentants permanents/Conseil
N° doc. préc.:	9850/1/23 REV 1
N° doc. Cion:	COM(2023) 624 final
Objet:	RECOMMANDATION DU CONSEIL concernant le programme national de réforme de la Slovénie pour 2023 et portant avis du Conseil sur le programme de stabilité de la Slovénie pour 2023

Les délégations trouveront ci-joint le projet de recommandation du Conseil visé en objet, fondé sur la recommandation COM(2023) 624 final de la Commission, tel qu'il a été examiné par le Conseil et le Conseil européen.

RECOMMANDATION DU CONSEIL

du ...

**concernant le programme national de réforme de la Slovénie pour 2023
et portant avis du Conseil sur le programme de stabilité de la Slovénie pour 2023**

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, et notamment son article 121, paragraphe 2, et son article 148, paragraphe 4,

vu le règlement (CE) n° 1466/97 du Conseil du 7 juillet 1997 relatif au renforcement de la surveillance des positions budgétaires ainsi que de la surveillance et de la coordination des politiques économiques¹, et notamment son article 5, paragraphe 2,

vu la recommandation de la Commission européenne,

vu les résolutions du Parlement européen,

¹ JO L 209 du 2.8.1997, p. 1.

vu les conclusions du Conseil européen,
vu l'avis du comité de l'emploi,
vu l'avis du comité économique et financier,
vu l'avis du comité de la protection sociale,
vu l'avis du comité de politique économique,
considérant ce qui suit:

- (1) Le règlement (UE) 2021/241 du Parlement européen et du Conseil², qui a établi la facilité pour la reprise et la résilience (ci-après dénommée "facilité"), est entré en vigueur le 19 février 2021. La facilité apporte un soutien financier aux États membres pour la mise en œuvre de réformes et d'investissements, créant ainsi une impulsion budgétaire financée par l'Union. Conformément aux priorités du Semestre européen, la facilité contribue à une reprise économique inclusive et à la mise en œuvre de réformes et d'investissements durables et porteurs de croissance, notamment de réformes et d'investissements visant à promouvoir les transitions écologique et numérique et à rendre les économies des États membres plus résilientes. Elle contribue également à renforcer les finances publiques et à stimuler la croissance et la création d'emplois à moyen et à long terme, à renforcer la cohésion territoriale au sein de l'Union et à soutenir la poursuite de la mise en œuvre du socle européen des droits sociaux. La contribution financière maximale par État membre au titre de la facilité a été actualisée le 30 juin 2022, conformément à l'article 11, paragraphe 2, du règlement (UE) 2021/241.

² Règlement (UE) 2021/241 du Parlement européen et du Conseil du 12 février 2021 établissant la facilité pour la reprise et la résilience (JO L 57 du 18.2.2021, p. 17).

- (2) Le 22 novembre 2022, la Commission a adopté l'examen annuel 2023 de la croissance durable, qui marque le lancement du Semestre européen 2023 pour la coordination des politiques économiques. Le 23 mars 2023, le Conseil européen a validé les priorités de l'examen annuel sur la croissance durable pour 2023, qui s'articulent autour des quatre dimensions de la durabilité compétitive. Le 22 novembre 2022, la Commission a également adopté, sur la base du règlement (UE) n° 1176/2011 du Parlement européen et du Conseil³, le rapport 2023 sur le mécanisme d'alerte, dans lequel la Slovénie n'est pas mentionnée parmi les États membres pouvant être touchés ou risquant d'être touchés par des déséquilibres. À ce titre, un bilan approfondi ne serait pas nécessaire. Le même jour, la Commission a également adopté un avis sur le projet de plan budgétaire 2023 de la Slovénie. La Commission a également adopté une recommandation de recommandation du Conseil concernant la politique économique de la zone euro et une proposition de rapport conjoint sur l'emploi pour 2023, qui analyse la mise en œuvre des lignes directrices pour l'emploi et des principes du socle européen des droits sociaux. Le Conseil a adopté la recommandation concernant la politique économique de la zone euro⁴ (ci-après dénommée "recommandation pour la zone euro de 2023") le 16 mai 2023 et le rapport conjoint sur l'emploi le 13 mars 2023.
- (3) Bien que les économies de l'Union fassent preuve d'une résilience remarquable, le contexte géopolitique continue d'avoir une incidence négative. Alors que l'Union se tient résolument aux côtés de l'Ukraine, sa politique économique et sociale est axée sur l'atténuation des effets négatifs des chocs énergétiques à court terme, à la fois sur les ménages et les entreprises vulnérables, et sur la poursuite des efforts visant à réaliser les transitions écologique et numérique, à soutenir une croissance durable et inclusive, à préserver la stabilité macroéconomique et à accroître la résilience à moyen terme. Elle met également fortement l'accent sur le renforcement de la compétitivité et de la productivité de l'Union.

³ Règlement (UE) n° 1176/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 novembre 2011 sur la prévention et la correction des déséquilibres macroéconomiques (JO L 306 du 23.11.2011, p. 25).

⁴ Recommandation du Conseil du 16 mai 2023 concernant la politique économique de la zone euro (JO C 180 du 23.5.2023, p. 1).

- (4) Le 1^{er} février 2023, la Commission a publié une communication intitulée "*Un plan industriel du pacte vert pour l'ère du zéro émission nette*" (ci-après dénommé "plan industriel du pacte vert") visant à accroître la compétitivité de l'industrie à zéro émission nette de l'Union et à soutenir la transition rapide vers la neutralité climatique. Le plan complète les efforts actuellement déployés dans le cadre du pacte vert pour l'Europe et de REPowerEU. Il vise également à créer un environnement plus favorable à l'accroissement des capacités de l'Union en ce qui concerne le développement des technologies et la fabrication des produits à zéro émission nette qui sont nécessaires pour atteindre les objectifs ambitieux de l'Union en matière de climat, ainsi qu'à garantir l'accès aux matières premières critiques nécessaires, y compris en diversifiant les sources d'approvisionnement, en exploitant adéquatement les ressources géologiques dans les États membres et en développant au maximum le recyclage des matières premières. Le plan industriel du pacte vert est fondé sur quatre piliers: un environnement réglementaire prévisible et simplifié, un accès plus rapide au financement, le renforcement des compétences et des échanges commerciaux ouverts pour des chaînes d'approvisionnement résilientes. Le 16 mars 2023, la Commission a publié une autre communication intitulée "La compétitivité à long terme de l'UE: se projeter au-delà de 2030", qui s'articule autour de neuf facteurs qui se renforcent mutuellement dans l'objectif d'œuvrer à la mise en place d'un cadre réglementaire propice à la croissance. La communication fixe des priorités visant à veiller activement à garantir la mise en œuvre d'améliorations structurelles, la réalisation d'investissements bien ciblés et l'adoption de mesures réglementaires pour la compétitivité à long terme de l'Union et de ses États membres. Les recommandations ci-après contribuent à atteindre ces priorités.

- (5) En 2023, le Semestre européen pour la coordination des politiques économiques continue d'évoluer parallèlement à la mise en œuvre de la facilité. La mise en œuvre intégrale des plans pour la reprise et la résilience reste essentielle à la réalisation des objectifs liés aux priorités stratégiques dans le cadre du Semestre européen, étant donné que ces plans portent sur l'ensemble ou une partie non négligeable des recommandations par pays émises ces dernières années. Les recommandations par pays pour 2019, 2020 et 2022 restent tout aussi pertinentes pour les plans pour la reprise et la résilience révisés, mis à jour ou modifiés conformément aux articles 14, 18 et 21 du règlement (UE) 2021/241.
- (6) Le règlement (UE) 2023/435 du Parlement européen et du Conseil⁵ (ci-après dénommé "règlement REPowerEU"), qui a été adopté le 27 février 2023, vise à éliminer progressivement et rapidement la dépendance de l'Union à l'égard des importations de combustibles fossiles russes. Cela contribuera à la sécurité énergétique et à la diversification de l'approvisionnement énergétique de l'Union, tout en accroissant l'utilisation des énergies renouvelables, les capacités de stockage de l'énergie et l'efficacité énergétique. Le règlement REPowerEU permet aux États membres d'ajouter un nouveau chapitre REPowerEU à leur plan national pour la reprise et la résilience, afin de financer des réformes et des investissements clés qui contribueront à la réalisation des objectifs de REPowerEU. Ces réformes et investissements contribueront également à renforcer la compétitivité de l'industrie à zéro émission nette de l'Union, comme indiqué dans le plan industriel du pacte vert, et à répondre aux recommandations par pays en matière d'énergie adressées aux États membres en 2022 et, le cas échéant, en 2023. Le règlement REPowerEU introduit une nouvelle catégorie de soutien financier non remboursable, mis à la disposition des États membres pour financer de nouvelles réformes et de nouveaux investissements dans le domaine de l'énergie, dans le cadre de leurs plans pour la reprise et la résilience.

⁵ Règlement (UE) 2023/435 du Parlement européen et du Conseil du 27 février 2023 modifiant le règlement (UE) 2021/241 en ce qui concerne les chapitres REPowerEU des plans pour la reprise et la résilience et modifiant les règlements (UE) n° 1303/2013, (UE) 2021/1060 et (UE) 2021/1755, et la directive 2003/87/CE (JO L 63 du 28.2.2023, p. 1).

(7) Le 8 mars 2023, la Commission a adopté une communication énonçant des orientations en matière de politique budgétaire pour 2024 (ci-après dénommée "communication du 8 mars 2023"). Celle-ci vise à soutenir l'élaboration des programmes de stabilité et de convergence des États membres et à renforcer ainsi la coordination des politiques. La Commission a rappelé que la clause dérogatoire générale du pacte de stabilité et de croissance serait désactivée à la fin de 2023. Elle a appelé à des politiques budgétaires, en 2023 et 2024, qui visent à garantir la soutenabilité de la dette à moyen terme et à augmenter durablement la croissance potentielle et a invité les États membres à exposer, dans leurs programmes de stabilité et de convergence pour 2023, de quelle manière leurs plans budgétaires garantiront le respect de la valeur de référence de 3 % du produit intérieur brut (PIB) fixée par le traité et garantiront une réduction plausible et continue de leur dette ou le maintien de leur dette à des niveaux prudents à moyen terme. La Commission a également invité les États membres à supprimer progressivement les mesures budgétaires nationales prises pour protéger les ménages et les entreprises face au choc sur les prix de l'énergie, à commencer par les moins ciblées. Elle a indiqué que, si une prolongation des mesures de soutien devait être nécessaire en raison d'un regain des pressions sur les prix de l'énergie, les États membres devraient mieux cibler ces mesures vers les ménages et les entreprises vulnérables. La Commission a indiqué que les recommandations budgétaires seraient quantifiées et différenciées. En outre, comme elle le propose dans sa communication du 9 novembre 2022 sur les orientations pour une réforme du cadre de gouvernance économique de l'UE, les recommandations budgétaires seraient formulées sur la base des dépenses primaires nettes. Elle a recommandé que tous les États membres continuent à protéger les investissements financés au niveau national et à veiller à l'utilisation efficace des fonds octroyés au titre de la facilité et d'autres fonds de l'Union, notamment au regard des objectifs relatifs aux transitions écologique et numérique et des objectifs en matière de résilience. La Commission a indiqué qu'elle proposerait au Conseil d'engager, au printemps 2024, des procédures concernant les déficits excessifs fondées sur le déficit sur la base des données réelles pour 2023, conformément aux dispositions légales en vigueur.

- (8) Le 26 avril 2023, la Commission a présenté des propositions législatives destinées à mettre en œuvre une réforme globale des règles de gouvernance économique de l'Union. L'objectif central de ces propositions est de renforcer la soutenabilité de la dette publique et de promouvoir une croissance durable et inclusive dans tous les États membres au moyen de réformes et d'investissements. Dans ses propositions, la Commission recherche une adhésion plus forte au niveau national, une simplification du cadre et une orientation vers une approche plus ciblée à moyen terme, combinée à une exécution efficace et plus cohérente. Conformément aux conclusions du Conseil du 14 mars 2023 sur les orientations pour une réforme du cadre de gouvernance économique de l'UE, l'objectif est de conclure les travaux législatifs en 2023.
- (9) Le 30 avril 2021, la Slovénie a présenté son plan national pour la reprise et la résilience à la Commission, conformément à l'article 18, paragraphe 1, du règlement (UE) 2021/241. Conformément à l'article 19 du règlement (UE) 2021/241, la Commission a évalué la pertinence, l'efficacité, l'efficience et la cohérence du plan pour la reprise et la résilience, conformément aux lignes directrices concernant l'évaluation figurant à l'annexe V dudit règlement. Le 28 juillet 2021, le Conseil a adopté sa décision d'exécution relative à l'approbation de l'évaluation du plan pour la reprise et la résilience de la Slovénie⁶. La libération des tranches est subordonnée à l'adoption d'une décision de la Commission, prise conformément à l'article 24, paragraphe 5, du règlement (UE) 2021/241, indiquant que la Slovénie a atteint de manière satisfaisante les jalons et cibles pertinents établis dans la décision d'exécution du Conseil. Le fait d'avoir atteint les jalons et cibles de manière satisfaisante présuppose que les mesures liées aux jalons et cibles précédemment atteints de manière satisfaisante n'ont pas été annulées.

⁶ ST 10612/2021 INIT; ST 10612/2021 ADD 1.

- (10) Le 14 avril 2023, la Slovénie a présenté son programme national de réforme pour 2023 et, le 26 avril 2023, son programme de stabilité pour 2023, conformément à l'article 4, paragraphe 1, du règlement (CE) n° 1466/97. Afin de tenir compte de l'interdépendance des deux programmes, ils ont été évalués conjointement. Conformément à l'article 27 du règlement (UE) 2021/241, le programme national de réforme pour 2023 tient également compte des rapports semestriels de la Slovénie sur les progrès accomplis dans la réalisation de son plan pour la reprise et la résilience.
- (11) Le 24 mai 2023, la Commission a publié le rapport 2023 pour la Slovénie. Elle a évalué les progrès accomplis par la Slovénie dans les suites données aux recommandations par pays pertinentes adoptées par le Conseil entre 2019 et 2022 et a dressé le bilan de la mise en œuvre, par la Slovénie, de son plan pour la reprise et la résilience. Sur la base de cette analyse, le rapport par pays a mis en évidence des lacunes en ce qui concerne les défis qui ne sont pas abordés par le plan pour la reprise et la résilience ou qui ne le sont que partiellement, ainsi que les nouveaux défis et ceux qui émergent. Il a également évalué les progrès accomplis par la Slovénie dans la mise en œuvre du socle européen des droits sociaux et dans la réalisation des grands objectifs de l'Union en matière d'emploi, de compétences et de réduction de la pauvreté, ainsi que les progrès dans la réalisation des objectifs de développement durable des Nations unies.

- (12) Sur la base des données validées par Eurostat, le déficit public de la Slovénie est passé de 4,6 % du PIB en 2021 à 3,0 % en 2022, tandis que la dette des administrations publiques a été ramenée de 74,5 % du PIB à la fin de 2021 à 69,9 % à la fin de 2022. Le 24 mai 2023, la Commission a publié un rapport au titre de l'article 126, paragraphe 3, du traité. Ce rapport examinait la situation budgétaire de la Slovénie, étant donné que son déficit public devrait dépasser en 2023 la valeur de référence de 3 % du PIB prévue par le traité. Le rapport concluait que le critère du déficit n'était pas rempli. Conformément à la communication du 8 mars 2023, la Commission n'a pas proposé d'ouvrir de nouvelles procédures concernant les déficits excessifs au printemps 2023. La Commission a ensuite indiqué qu'elle proposerait au Conseil d'ouvrir, au printemps 2024, des procédures concernant les déficits excessifs fondées sur le déficit, sur la base des données réelles pour 2023. La Slovénie devrait en tenir compte lors de l'exécution de son budget 2023 et de l'élaboration de son projet de plan budgétaire pour 2024.
- (13) Le solde des administrations publiques a été affecté par les mesures de politique budgétaire adoptées pour atténuer les conséquences économiques et sociales de la hausse des prix de l'énergie. En 2022, les mesures de politique budgétaire ayant pour effet de diminuer les recettes ont consisté, entre autres, en une baisse temporaire de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur l'électricité, le gaz, le chauffage à distance et le bois de chauffage, ainsi que des droits d'accise sur les carburants, le gaz et l'électricité, et en une réduction temporaire de la taxe sur le CO₂ pour les carburants, tandis que les mesures de politique budgétaire ayant pour effet d'augmenter les dépenses ont porté, entre autres, sur une augmentation de l'allocation pour enfant à charge pendant deux mois, une allocation dans le domaine de l'énergie pour les personnes socialement vulnérables et l'octroi de subventions aux entreprises sur la base des prix payés par rapport à 2021. La Commission estime le coût budgétaire net de ces mesures à 1,0 % du PIB en 2022. Le solde des administrations publiques a également été affecté par le coût budgétaire de la protection temporaire offerte aux personnes déplacées en provenance d'Ukraine, estimé à 0,1 % du PIB en 2022. Dans le même temps, le coût estimé des mesures d'urgence temporaires en lien avec la crise liée à la COVID-19 est tombé de 4,1 % du PIB en 2021 à 1,0 % en 2022.

- (14) Le 18 juin 2021, le Conseil a recommandé qu'en 2022, la Slovénie⁷ maintienne une orientation budgétaire favorable, notamment grâce à l'impulsion donnée par la facilité, et préserve les investissements financés au niveau national.
- (15) Selon les estimations de la Commission, l'orientation budgétaire⁸ en 2022 était favorable, à -1,2 % du PIB, comme l'a recommandé le Conseil. La Slovénie a continué de soutenir la reprise au moyen d'investissements à financer par la facilité, ainsi que l'a recommandé le Conseil. Les dépenses financées par des subventions au titre de la facilité et par d'autres fonds de l'Union se sont élevées à 0,7 % du PIB en 2022 (0,8 % du PIB en 2021). Les investissements financés au niveau national ont eu un effet expansionniste de 0,7 point de pourcentage sur l'orientation budgétaire⁹. La Slovénie a donc préservé les investissements financés au niveau national, comme le recommande le Conseil. Parallèlement, la croissance des dépenses primaires courantes financées au niveau national (déduction faite des nouvelles mesures en matière de recettes) a eu un effet expansionniste de 0,4 point de pourcentage sur l'orientation budgétaire. Cet important effet expansionniste tient compte de l'incidence supplémentaire qu'ont eue les mesures de politique budgétaire prises pour atténuer les conséquences économiques et sociales de la hausse des prix de l'énergie (coût budgétaire net supplémentaire de 1,0 % du PIB) ainsi que les coûts liés à la protection temporaire offerte aux personnes déplacées en provenance d'Ukraine (0,1 % du PIB). La Slovénie a par conséquent suffisamment maîtrisé la croissance des dépenses courantes financées au niveau national.

⁷ Recommandation du Conseil du 18 juin 2021 portant avis du Conseil sur le programme de stabilité de la Slovénie pour 2021 (JO C 304 du 29.7.2021, p. 116).

⁸ L'orientation budgétaire est mesurée par la variation des dépenses primaires (déduction faite des mesures discrétionnaires en matière de recettes), en excluant les mesures d'urgence temporaires en lien avec la crise liée à la Covid-19 mais en incluant les dépenses financées par un soutien non remboursable (subventions) au titre de la facilité et d'autres fonds de l'Union, par rapport à la croissance potentielle à moyen terme. Pour de plus amples détails, voir l'encadré 1 des tableaux statistiques budgétaires.

⁹ D'autres dépenses en capital financées au niveau national ont eu un effet expansionniste de 0,2 point de pourcentage du PIB.

- (16) Le scénario macroéconomique qui sous-tend les projections budgétaires du programme de stabilité pour 2023 est plus favorable que les prévisions du printemps 2023 de la Commission pour 2023 et conforme auxdites prévisions pour la suite. Le gouvernement prévoit une croissance du PIB réel de 1,8 % en 2023 et de 2,5 % en 2024. À titre de comparaison, les prévisions du printemps 2023 de la Commission tablent sur une croissance du PIB réel plus faible, de 1,2 % en 2023 et de 2,2 % en 2024, principalement en raison de la contribution moindre des exportations nettes à la croissance.
- (17) Dans son programme de stabilité pour 2023, le gouvernement prévoit que le déficit public augmentera pour atteindre 4,1 % du PIB en 2023. Cette augmentation en 2023 résulte principalement d'investissements publics plus importants dus à la fin de la période d'absorption du précédent cadre financier pluriannuel pour les années 2014 à 2020 et de subventions élevées. Selon le programme de stabilité pour 2023, le ratio de la dette publique au PIB devrait diminuer pour passer de 69,9 % à la fin de 2022 à 68,9 % à la fin de 2023. Les prévisions du printemps 2023 de la Commission tablent sur un déficit public de 3,7 % du PIB pour 2023. Ce chiffre est inférieur au déficit prévu dans le programme de stabilité pour 2023, principalement en raison d'investissements publics moindres sous l'effet des contraintes liées à la capacité d'absorption et de l'absorption plus faible des subventions et mesures dans le domaine de l'énergie qui ont été adoptées pour atténuer les conséquences économiques et sociales de la hausse des prix de l'énergie. En ce qui concerne la dette publique, les prévisions du printemps 2023 de la Commission anticipent un ratio similaire, de 69,1 % à la fin de 2023.

(18) Le solde des administrations publiques en 2023 devrait continuer de subir l'impact des mesures de politique budgétaires prises pour atténuer les conséquences économiques et sociales de la hausse des prix de l'énergie. Il s'agit de mesures de 2022 qui ont été prolongées (notamment, la baisse temporaire de la TVA sur l'électricité, le gaz, le chauffage à distance et le bois de chauffage, des droits d'accise sur les carburants, le gaz et l'électricité et de la taxe sur le CO₂ pour les carburants) et de nouvelles mesures telles qu'un nouveau régime plus étendu de subventions aux entreprises fondé sur les prix payés par rapport à 2021 et une compensation pour les distributeurs d'électricité et de gaz naturel qui fournissent des clients (par exemple, ménages ou petites et moyennes entreprises) dont les prix de l'électricité et du gaz naturel sont soumis à des plafonds fixés par le gouvernement. Le coût budgétaire net des mesures de soutien est estimé, dans les prévisions du printemps 2023 de la Commission, à 0,9 % du PIB en 2023¹⁰. La plupart des mesures en 2023 ne semblent pas cibler les ménages ou les entreprises les plus vulnérables, et plusieurs d'entre elles ne préservent pas entièrement le signal de prix en faveur d'une réduction de la demande d'énergie et d'une augmentation de l'efficacité énergétique. En conséquence, le montant des mesures de soutien ciblées qu'il convient de prendre en compte dans l'évaluation du respect de la Recommandation du Conseil du 12 juillet 2022¹¹ est estimé, dans les prévisions du printemps 2023 de la Commission, à 0,1 % du PIB en 2023 (contre 0,6 % du PIB en 2022). Enfin, le solde des administrations publiques en 2023 devrait bénéficier de la suppression progressive des mesures d'urgence temporaires en lien avec la crise liée à la COVID-19, qui ont été estimées à 1,0 % du PIB.

¹⁰ Le chiffre représente le niveau des coûts budgétaires annuels de ces mesures, y compris les recettes et les dépenses courantes, ainsi que, le cas échéant, les mesures de dépenses en capital.

¹¹ Recommandation du Conseil du 12 juillet 2022 concernant le programme national de réforme 2022 de la Slovaquie et portant avis du Conseil sur le programme de stabilité de la Slovaquie pour 2022 (JO C 334 du 1.9.2022, p. 197).

- (19) Dans sa recommandation du 12 juillet 2022, le Conseil a recommandé que la Slovénie s'attache, en 2023, à veiller à ce que la croissance des dépenses primaires courantes financées au niveau national soit conforme à une orientation politique globalement neutre¹², compte tenu du maintien d'un soutien temporaire et ciblé en faveur des ménages et des entreprises les plus vulnérables aux hausses des prix de l'énergie et des personnes fuyant l'Ukraine. La Slovénie devrait se tenir prête à adapter les dépenses courantes à l'évolution de la situation. Il a également été recommandé à la Slovénie d'accroître les investissements publics en faveur des transitions écologique et numérique et de la sécurité énergétique en tenant compte de l'initiative REPowerEU, notamment en recourant à la facilité et à d'autres fonds de l'Union.

¹² Sur la base des prévisions du printemps 2023 de la Commission, la croissance du PIB potentiel à moyen terme (moyenne sur dix ans) de la Slovénie, qui est utilisée pour mesurer l'orientation budgétaire, est estimée à 10,1 % en termes nominaux.

(20) En 2023, selon les prévisions du printemps 2023 de la Commission, l'orientation budgétaire devrait être expansionniste (-1,2 % du PIB), dans un contexte de forte inflation. Cela fait suite à une orientation budgétaire expansionniste en 2022 (-1,2 % du PIB). La croissance des dépenses primaires courantes financées au niveau national (déduction faite des mesures discrétionnaires en matière de recettes) en 2023 devrait avoir un effet expansionniste de 0,3 point de pourcentage du PIB sur l'orientation budgétaire. Et ce malgré la réduction du coût des mesures de soutien ciblées en faveur des ménages et des entreprises les plus vulnérables à la hausse des prix de l'énergie, à hauteur de 0,5 % du PIB. L'effet expansionniste des dépenses primaires courantes nettes financées au niveau national n'est par conséquent pas imputable au soutien ciblé en faveur des ménages et des entreprises les plus vulnérables aux hausses des prix de l'énergie et des personnes fuyant l'Ukraine. La croissance expansionniste des dépenses primaires courantes financées au niveau national (déduction faite des mesures discrétionnaires en matière de recettes) est due à la hausse des subventions et à une augmentation de la masse salariale du secteur public. En résumé, la croissance projetée des dépenses primaires courantes financées au niveau national n'est pas conforme à la recommandation du Conseil du 12 juillet 2022. Les dépenses financées par des subventions au titre de la facilité et par d'autres fonds de l'Union s'élèvent à 1,6 % du PIB en 2023, tandis que les investissements financés au niveau national ont eu un effet expansionniste de 0,1 point de pourcentage sur l'orientation budgétaire¹³. La Slovénie prévoit dès lors de financer des investissements supplémentaires au moyen de la facilité et d'autres fonds de l'Union, et elle devrait préserver les investissements financés au niveau national. Elle prévoit de financer des investissements publics en faveur des transitions écologique et numérique et de la sécurité énergétique, liés par exemple aux infrastructures ferroviaires, à la prévention des inondations, à la santé, et à la recherche et l'innovation, qui sont financés par la facilité et d'autres fonds de l'Union.

¹³ D'autres dépenses en capital financées au niveau national devraient avoir un effet neutre de 0,0 point de pourcentage du PIB.

- (21) Selon le programme de stabilité pour 2023, le déficit public devrait diminuer pour atteindre 2,8 % du PIB en 2024. Ce recul du déficit en 2024 s'explique principalement par une baisse des subventions à la suite du retrait des mesures adoptées pour atténuer les conséquences économiques de la hausse des prix de l'énergie, et par une diminution des investissements publics après la fin de la période d'absorption des fonds de l'Union issus du précédent cadre financier pluriannuel en 2023. Selon le programme de stabilité pour 2023, le ratio de la dette publique au PIB devrait diminuer pour atteindre 66,5 % à la fin de 2024. Sur la base des mesures stratégiques connues à la date limite des prévisions, les prévisions du printemps 2023 de la Commission tablent sur un déficit public de 2,9 % du PIB en 2024. Ce chiffre est supérieur au déficit prévu dans le programme de stabilité pour 2023, principalement en raison du niveau plus élevé de la rémunération des salariés et des prestations sociales. Dans ses prévisions du printemps 2023, la Commission s'attend à un ratio de la dette publique au PIB similaire de 66,6 % à la fin de 2024.
- (22) Le programme de stabilité pour 2023 prévoit la suppression progressive de l'ensemble des mesures de soutien relatives à l'énergie en 2024. La Commission estime également que les mesures de soutien relatives à l'énergie seront progressivement toutes supprimées en 2024. Cette estimation repose sur l'hypothèse que les prix de l'énergie n'enregistreront pas de nouvelles hausses.

- (23) Le règlement (CE) n° 1466/97 préconise une amélioration annuelle du solde budgétaire structurel de 0,5 % du PIB, à titre de référence, pour atteindre l'objectif budgétaire à moyen terme¹⁴. Compte tenu des considérations de viabilité budgétaire et de la nécessité de ramener le déficit sous la valeur de référence de 3 % du PIB prévue par le traité, une amélioration du solde structurel d'au moins 0,5 % du PIB en 2024 serait appropriée, selon la Commission. Pour garantir cette amélioration, et conformément à la méthode de la Commission, la croissance des dépenses primaires nettes financées au niveau national¹⁵ en 2024 ne devrait pas dépasser 5,5 %, ce dont tient compte la présente recommandation. Dans le même temps, les mesures de soutien à l'énergie encore en place (actuellement estimées par la Commission à 0,9 % du PIB pour 2023) devraient être progressivement supprimées, si l'évolution du marché de l'énergie le permet et en commençant par les mesures les moins ciblées, et les économies correspondantes devraient servir à réduire le déficit public. Selon les estimations de la Commission, cela permettrait d'obtenir un taux de croissance des dépenses primaires nettes inférieur au taux de croissance maximal recommandé pour 2024. En outre, selon les prévisions du printemps 2023 de la Commission, la croissance des dépenses primaires courantes nettes financées au niveau national en 2023 n'est pas conforme à la recommandation du Conseil du 12 juillet 2022. Si ces prévisions devaient se confirmer, une croissance plus faible des dépenses primaires nettes en 2024 serait appropriée.
- (24) Dans l'hypothèse de politiques inchangées, les prévisions du printemps 2023 de la Commission tablent sur une croissance des dépenses primaires nettes financées au niveau national de 3,0 % en 2024, ce qui est inférieur au taux de croissance recommandé.

¹⁴ L'article 5 du règlement (CE) n° 1466/97 prévoit également un ajustement de plus de 0,5 % du PIB pour les États membres confrontés à un niveau d'endettement dépassant 60 % du PIB ou qui sont exposés à des risques plus importants liés à la soutenabilité de leur dette.

¹⁵ Les dépenses primaires nettes sont définies comme des dépenses financées au niveau national, déduction faite des mesures discrétionnaires en matière de recettes et hors dépenses d'intérêts et dépenses conjoncturelles en matière de chômage.

- (25) D'après le programme de stabilité pour 2023, les investissements publics devraient diminuer et passer de 6,4 % du PIB en 2023 à 5,5 % du PIB en 2024. Cette diminution reflète une baisse des investissements financés au niveau national et des investissements globaux financés par l'Union, mais une hausse des investissements au moyen de la facilité. Le programme de stabilité pour 2023 cite les réformes et investissements qui devraient contribuer à la viabilité budgétaire et à une croissance durable et inclusive. Ces réformes et investissements comportent des investissements dans les infrastructures ferroviaires, la santé, la recherche et l'innovation, et des éléments des transitions écologique et numérique qui font également partie du plan pour la reprise et la résilience.
- (26) Le programme de stabilité pour 2023 définit une trajectoire budgétaire à moyen terme jusqu'en 2026. Selon le programme de stabilité pour 2023, le déficit public devrait diminuer pour atteindre 2,2 % du PIB en 2025 et 1,3 % du PIB en 2026. Par conséquent, il devrait rester sous la barre des 3 % du PIB à partir de 2024 jusqu'à la fin du programme de stabilité pour 2023. D'après le programme, le ratio de la dette publique au PIB devrait passer de 66,5 % à la fin de 2024 à 63,5 % d'ici à la fin de 2026.

- (27) Les dépenses de santé devraient augmenter de 1,5 point de pourcentage du PIB entre 2019 et 2070 et les coûts des soins de longue durée doubleront d'ici à 2055. La Slovénie est confrontée à des risques moyens en matière de viabilité budgétaire à moyen terme et à des risques élevés à long terme du fait des dépenses liées au vieillissement de la population. Ces dernières années, le pays a entamé des réformes globales dans le domaine des soins de santé et des soins de longue durée. Toutefois, la mise en œuvre de la réforme des soins de longue durée a été retardée, et son financement à moyen et à long terme n'est toujours pas garanti. La planification de la réforme des soins de santé donne également à penser qu'elle sera mise en œuvre en plusieurs étapes, en étant axée sur l'accès à des services de qualité et l'amélioration des droits sociaux et de l'inclusion. Étant donné que cela exercera une pression supplémentaire sur les finances publiques, il sera essentiel que la Slovénie présente un ensemble de mesures visant à établir une base de recettes stable qui ne compromette pas l'équilibre budgétaire à moyen et à long terme.
- (28) Les modifications apportées en décembre 2022 à la loi relative à l'impôt sur le revenu des personnes physiques ont annulé la plupart des modifications précédemment approuvées en mars 2022, lesquelles visaient à réduire la fiscalité du travail et auraient eu une incidence budgétaire négative pouvant atteindre 1,3 % du PIB d'ici à 2025. Par rapport à l'agrégat de l'Union, les recettes fiscales de la Slovénie en pourcentage du PIB sont légèrement inférieures, et certaines taxes relativement favorables à la croissance sont sous-exploitées. La Slovénie dépend fortement de la fiscalité du travail: la part que représente celle-ci dans le total des recettes fiscales est supérieure à l'agrégat de l'Union. Les taxes récurrentes sur les biens immobiliers sont relativement faibles en Slovénie (0,5 % du PIB contre 1,1 % du PIB en moyenne dans l'Union). Une réforme fiscale verte et propice à la croissance peut favoriser l'assainissement budgétaire et promouvoir une croissance durable à long terme. Une telle réforme fiscale pourrait faciliter un allègement de la fiscalité du travail en augmentant la part des taxes foncières récurrentes, et soutenir la création d'emplois dans l'ère du zéro émission nette et dans d'autres secteurs à plus forte valeur ajoutée. La réduction de la fiscalité du travail stimulerait également l'offre de main-d'œuvre, y compris de travailleurs qualifiés et étrangers.

- (29) Conformément à l'article 19, paragraphe 3, point b), du règlement (UE) 2021/241 et à l'annexe V, critère 2.2, dudit règlement, le plan pour la reprise et la résilience comprend un vaste ensemble de réformes et d'investissements qui se renforcent mutuellement et qui doivent être mis en œuvre d'ici à 2026. La mise en œuvre du plan pour la reprise et la résilience de la Slovaquie est engagée, même si les risques de retard augmentent. La Slovaquie a présenté une demande de paiement, correspondant à 12 jalons et cibles indiqués dans le plan pour la reprise et la résilience et donnant lieu à un décaissement global d'environ 49,6 millions d'EUR. Pour accélérer la mise en œuvre de son plan pour la reprise et la résilience (PRR) dans le contexte actuel difficile, il convient de renforcer la structure de gouvernance et la capacité administrative de la Slovaquie et de veiller à ce que les décisions nécessaires soient prises sans retard. Cela concerne en particulier les réformes structurelles des soins de santé, des soins de longue durée et des retraites. L'addendum au plan pour la reprise et la résilience et le nouveau chapitre REPowerEU supplémentaire devraient établir un calendrier réaliste pour les demandes de paiement restantes et être présentés rapidement afin d'éviter tout nouveau retard ou toute perturbation dans la mise en œuvre du plan pour la reprise et la résilience. L'inclusion rapide du nouveau chapitre REPowerEU dans le plan pour la reprise et la résilience permettra de financer des réformes et des investissements supplémentaires à l'appui des objectifs stratégiques de la Slovaquie dans le domaine de l'énergie et de la transition écologique. La participation systématique et effective des pouvoirs locaux et régionaux, des partenaires sociaux et des autres parties prenantes concernées demeure importante pour la réussite de la mise en œuvre du plan pour la reprise et la résilience, ainsi que des autres politiques économiques et de l'emploi allant au-delà du plan, afin de garantir une large appropriation du programme d'action global.
- (30) La Commission a approuvé tous les documents de programmation de la politique de cohésion de la Slovaquie en 2022. Il est essentiel de procéder à la mise en œuvre rapide des programmes de la politique de cohésion en complémentarité et en synergie avec le plan pour la reprise et la résilience, y compris le chapitre REPowerEU, pour réaliser la transition écologique et numérique, accroître la résilience économique et sociale, et parvenir à un développement territorial équilibré en Slovaquie.

(31) Avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie, la Slovénie était de fait tributaire de la Russie en tant qu'unique fournisseur de gaz naturel du pays. À compter de 2023, la Slovénie a toutefois pu garantir environ un tiers de son approvisionnement en gaz naturel grâce à des importations en provenance d'Algérie. Le gaz continue de jouer un rôle important dans le bouquet énergétique de la Slovénie (12 %) et constitue une source d'énergie essentielle pour l'industrie, tout en offrant une flexibilité dans le secteur de l'électricité. Il convient donc de faire progresser la décarbonation de l'industrie et du secteur de l'électricité en accélérant le déploiement des énergies renouvelables et les mesures en matière d'efficacité énergétique. Dans son plan national en matière d'énergie et de climat, la Slovénie a fixé un objectif de 27 % à titre de contribution à l'objectif de l'Union en matière d'énergies renouvelables à l'horizon 2030. Ce chiffre est nettement inférieur à la part des sources d'énergies renouvelables de 37 % en 2030 calculé conformément à l'annexe II du règlement (UE) 2018/1999 du Parlement européen et du Conseil¹⁶. La Slovénie a atteint son objectif pour 2021 en ce qui concerne la part d'énergie produite à partir de sources renouvelables dans la consommation finale brute d'énergie (25 %) en utilisant le mécanisme de coopération transfrontalière de l'Union conformément à la directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil¹⁷ (au moyen de transferts statistiques). Les procédures d'autorisation pour les installations d'énergie renouvelable à l'échelle du réseau continuent de constituer un goulet d'étranglement, principalement en raison de la complexité et de la longueur des procédures en matière d'environnement, en particulier pour les installations éoliennes, pour lesquelles ces procédures peuvent s'étendre sur plusieurs années. La Slovénie devra considérablement renforcer son objectif en matière d'énergies renouvelables dans son plan national en matière d'énergie et de climat mis à jour, afin de refléter les objectifs plus ambitieux de l'Union en matière de climat et d'énergie dans le cadre du paquet "Ajustement à l'objectif 55" et du plan REPowerEU. La consommation de gaz naturel de la Slovénie a chuté de 14 % au cours de la période comprise entre août 2022 et mars 2023, par rapport à la consommation moyenne de gaz au cours de la même période pour les cinq années précédentes, ce qui représente une baisse légèrement inférieure à l'objectif de réduction fixé à 15 %. La Slovénie pourrait redoubler d'efforts pour réduire temporairement la demande de gaz jusqu'au 31 mars 2024 conformément au règlement (UE) 2022/1369 du Conseil¹⁸.

¹⁶ Règlement (UE) 2018/1999 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 sur la gouvernance de l'union de l'énergie et de l'action pour le climat, modifiant les règlements (CE) n° 663/2009 et (CE) n° 715/2009 du Parlement européen et du Conseil, les directives 94/22/CE, 98/70/CE, 2009/31/CE, 2009/73/CE, 2010/31/UE, 2012/27/UE et 2013/30/UE du Parlement européen et du Conseil, les directives 2009/119/CE et (UE) 2015/652 du Conseil et abrogeant le règlement (UE) n° 525/2013 du Parlement européen et du Conseil (JO L 328 du 21.12.2018, p. 1).

¹⁷ Directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables (JO L 328 du 21.12.2018, p. 82).

¹⁸ Règlement (UE) 2022/1369 du Conseil du 5 août 2022 relatif à des mesures coordonnées de réduction de la demande de gaz (JO L 206 du 8.8.2022, p. 1).

(32) Le plan pour la reprise et la résilience de la Slovaquie prévoit déjà des réformes et des investissements importants visant à: i) augmenter la part des sources d'énergies renouvelables dans la consommation finale brute d'énergie; ii) faciliter l'accès et l'intégration au réseau électrique des installations de production d'énergie renouvelable; iii) améliorer l'efficacité énergétique et la rénovation des bâtiments publics; et iv) permettre le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs. Si les mesures prévues par le plan pour la reprise et la résilience constituent une étape importante dans la diversification visant à s'affranchir des combustibles fossiles, des efforts supplémentaires pourraient être accomplis pour accélérer le déploiement des énergies renouvelables dans tous les secteurs. Cela pourrait comprendre la désignation de zones prioritaires pour les installations d'énergie renouvelable, la poursuite de la simplification et du raccourcissement des procédures d'autorisation, le renforcement du réseau et l'amélioration de la gestion globale de celui-ci (pour permettre le raccordement d'un plus grand nombre d'installations d'énergie renouvelable, en particulier à basse et moyenne tension). Une attention accrue accordée aux transports à émissions nulles et aux infrastructures correspondantes contribuerait à réduire les émissions de gaz à effet de serre et la dépendance à l'égard des combustibles fossiles.

- (33) Les pénuries de main-d'œuvre et de compétences dans des secteurs et des professions clés pour la transition écologique, notamment la fabrication, le déploiement et la maintenance des technologies à zéro émission nette, créent des goulets d'étranglement dans la transition vers une économie à zéro émission nette. Des systèmes d'éducation et de formation de qualité qui répondent à l'évolution des besoins du marché du travail et des mesures ciblées de perfectionnement et de reconversion professionnels sont essentiels pour réduire les pénuries de compétences et promouvoir l'inclusion et la réaffectation de la main-d'œuvre. Afin de débloquent le potentiel de main-d'œuvre inexploitée, ces mesures doivent être accessibles, notamment pour les particuliers, ainsi que pour les secteurs et les régions les plus touchés par la transition écologique. Le renforcement de l'enseignement des sciences, des technologies, de l'ingénierie et des mathématiques pourrait améliorer la capacité du système éducatif à doter les apprenants des compétences nécessaires aux transitions écologique et numérique. En 2022, des pénuries de main-d'œuvre ont été signalées en Slovénie pour 66 professions nécessitant des aptitudes et des compétences spécifiques en vue de la transition écologique. Le taux de vacance d'emploi a augmenté dans des secteurs clés tels que la construction (de 3,5 % en 2015 à 7,0 % en 2022) et l'industrie manufacturière (de 1,2 % en 2015 à 2,6 % en 2022), ces deux secteurs dépassant les moyennes respectives de l'Union, qui s'établissent à 4,0 % et 2,3 % en 2022.
- (34) À la lumière de l'évaluation de la Commission, le Conseil a examiné le programme de stabilité pour 2023, et son avis¹⁹ est exprimé dans la recommandation figurant au point 1.

¹⁹ Tel qu'il est prévu à l'article 5, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 1466/97.

(35) Compte tenu de la forte interdépendance entre les économies des États membres de la zone euro et de leur contribution collective au fonctionnement de l'Union économique et monétaire, le Conseil a recommandé que les États membres de la zone euro prennent des mesures, notamment dans le cadre de leur plan pour la reprise et la résilience, pour i) préserver la soutenabilité de la dette et s'abstenir de soutenir de manière généralisée la demande globale en 2023, mieux cibler les mesures budgétaires prises pour atténuer l'impact des prix élevés de l'énergie et réfléchir à des moyens appropriés de mettre fin au soutien à mesure que les pressions sur les prix de l'énergie s'atténuent; ii) maintenir un niveau élevé d'investissements publics et encourager les investissements privés pour soutenir la transition écologique et numérique; iii) favoriser une évolution des salaires qui atténue la perte de pouvoir d'achat tout en limitant les effets de second tour sur l'inflation, continuer à améliorer les politiques actives du marché du travail et remédier aux pénuries de compétences; iv) améliorer l'environnement des entreprises et veiller à ce que le soutien énergétique aux entreprises soit économiquement efficient, temporaire et ciblé sur des entreprises viables et à ce qu'il préserve les incitations à la transition écologique; et v) préserver la stabilité macrofinancière et suivre les risques tout en poursuivant les travaux sur l'achèvement de l'union bancaire. En ce qui concerne la Slovénie, les recommandations 1, 2 et 3 contribuent à la mise en œuvre des première, deuxième et troisième recommandations qui figurent dans la recommandation de 2023 pour la zone euro.

RECOMMANDE que la Slovénie s'attache, en 2023 et 2024:

1. à supprimer progressivement les mesures d'urgence de soutien à l'énergie en vigueur et à affecter les économies ainsi réalisées à la réduction du déficit public, dès que possible en 2023 et en 2024. Dans le cas où de nouvelles hausses des prix de l'énergie nécessiteraient de nouvelles mesures de soutien ou le maintien de mesures de soutien, à faire en sorte que de telles mesures de soutien ciblent les ménages et les entreprises vulnérables, soient financièrement abordables et préservent les incitations aux économies d'énergie;
- à mener une politique budgétaire prudente, notamment en limitant l'augmentation nominale des dépenses primaires nettes financées au niveau national à 5,5 %²⁰ tout au plus en 2024;
- à préserver les investissements publics financés au niveau national et à veiller à l'absorption efficace des subventions au titre de la facilité et d'autres fonds de l'Union, en particulier pour favoriser les transitions écologique et numérique;
- pour la période postérieure à 2024, à continuer de mener une stratégie budgétaire à moyen terme en faveur d'un assainissement progressif et durable, combinée à des investissements et à des réformes propices à une croissance durable plus élevée, afin de parvenir à une position budgétaire à moyen terme prudente;
- à assurer la soutenabilité budgétaire à long terme des systèmes de soins de santé et de soins de longue durée; à procéder à un rééquilibrage des recettes fiscales vers des sources plus favorables à la croissance et plus durables;

²⁰ Ce qui, selon les estimations, correspond à une amélioration annuelle du solde budgétaire structurel d'au moins 0,5 % du PIB pour 2024, comme indiqué au considérant 23.

2. à garantir une structure de gouvernance efficace et à renforcer les capacités administratives afin de permettre une mise en œuvre rapide et soutenue de son plan pour la reprise et la résilience; à finaliser rapidement le chapitre REPowerEU en vue d'en commencer rapidement la mise en œuvre; à procéder à la mise en œuvre rapide des programmes de la politique de cohésion, en étroite complémentarité et synergie avec le plan pour la reprise et la résilience;
3. à poursuivre les efforts en vue de diversifier les importations de gaz et réduire la dépendance globale à l'égard des combustibles fossiles en accélérant le déploiement des énergies renouvelables, notamment en simplifiant et en raccourcissant encore les procédures d'autorisation, et en renforçant le réseau électrique, ainsi qu'en améliorant sa gestion, y compris par la numérisation; à améliorer la mise en œuvre des mesures d'efficacité énergétique, notamment dans le secteur du bâtiment, à promouvoir l'électrification du secteur des transports et à accentuer les efforts visant à fournir et à acquérir les aptitudes et les compétences nécessaires à la transition écologique.

Fait à Bruxelles, le

Par le Conseil

Le président / La présidente
